

**Union européenne - Déclaration de  
Mme Elisabeth Borne, ministre  
chargée des transports, à son  
arrivée au Conseil Transport  
(Bruxelles, 02 décembre 2018)**

Q - Bonjour Madame la Ministre, est-ce qu'après des mois et des mois de négociation, vous attendez enfin que la situation se débloque sur ce premier paquet mobilité ?

R - La France a toujours été dans une attitude constructive pour trouver un accord, mais un bon accord. Un travail important a été fait par la présidence autrichienne ces derniers mois, mais il reste un certain nombre de points dans le compromis qui est sur la table aujourd'hui qui ne sont pas acceptables pour nous. Et c'est un point de vue qui est partagé au sein de l'Alliance du routier. Donc, pour moi, il y a deux points majeurs : le premier, ce sont les conditions sociales et il est exclu que l'on trouve un accord qui dégraderait les conditions sociales pour les chauffeurs routiers. C'est à la fois un enjeu social mais c'est aussi un enjeu économique parce que nous sommes dans un secteur où partout en Europe, on a du mal à recruter des chauffeurs. Il est donc exclu de dégrader des conditions de travail des chauffeurs.

Le deuxième point, c'est la concurrence loyale. On peut avoir un certain nombre d'ouvertures sur le transport international mais le cabotage doit être strictement encadré, et il faut que les règles soient claires et évitent que le cabotage devienne une activité permanente sur le territoire d'un autre Etat. Donc voilà les deux points sur lesquels je veillerai toute la journée. Donc, je vous le dis, une attitude constructive mais pas d'accord à n'importe quel prix.

Q - Pour être clair sur les conditions sociales, vous parlez du texte sur le temps de travail ?

R - Je parle du texte sur les rythmes de travail et sur le repos en cabine . Voilà, ce sont des points qui sont des lignes rouges pour la France.

Q - Pour être clair : ce sont véritablement des lignes rouges, c'est-à-dire que ce sont des points qui pourraient éventuellement être un point de blocage de l'accord si la France n'obtenait pas ce qu'elle veut ?

R - Donc, je confirme : pour la France, on ne peut pas dégrader les conditions de travail des chauffeurs routiers.

Q - Les syndicats vous attendent au tournant pour cette négociation. Est-ce que vous avez pu discuter avec eux juste en amont de la réunion ?

R - Je pense que les syndicats savent que j'ai deux objectifs : protéger nos chauffeurs routiers et protéger nos entreprises. Donc je pense que l'on a pu échanger sur ces points-là et qu'ils savent que c'est ma position./.